

DIALOGUE INTERMALIEN

Prise de contact directe à Ouagadougou

Le médiateur ouest-africain dans la crise malienne, le président burkinabé Blaise Compaoré, est finalement arrivé au bout de son effort de réunir autour d'une même table le pouvoir de Bamako et les rebelles touareg du Nord-Mali, Ansar Dine et le MNLA. Une première prise de contact directe entre les trois parties a eu lieu hier après-midi à Ouagadougou.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Ces préliminaires sont toutefois loin de constituer une amorce effective de la négociation politique entre, d'une part, les autorités de transition à Bamako et les deux principaux mouvements rebelles du Nord-Mali. Blaise Compaoré a expliqué que ce premier rendez-vous à trois devrait servir à dégager un cadre pour le processus du dialogue et de la négociation politique pour une sortie de crise pacifique au Mali. L'interlocuteur des émissaires d'Ansar Dine et du MNLA dans ce premier round d'observation sera le ministre des Affaires étrangères malien, Tiéman Coulibaly qui s'est rendu à Ouagadougou à la tête d'une délégation. Cette première prise de contact directe accuse un léger retard par rapport aux échéances annoncées auparavant, notamment la tenue d'une conférence nationale

avant la fin du mois de novembre à Bamako. Une annonce faite notamment par le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci. Dès le début de la crise, l'Algérie, pour rappel, a déployé d'énormes efforts pour tenter de rallier la communauté internationale à l'idée de privilégier la solution politique négociée sur l'option militaire à laquelle ont appelé les autorités de Bamako.

Cette négociation, improbable au début, est devenue possible après qu'Ansar Dine, mouvement islamiste radical, eut décidé, sous la pression, de changer de fusil d'épaule et accepter de fausser compagnie à AQMI et Mujao avec lesquels il avait tissé une lune de miel.

Pendant que le médiateur ouest-africain dans la crise malienne s'affaire à concrétiser ses bons offices, le commandant des forces américaines en Afrique



Le président burkinabé en réunion avec les rebelles d'Ansar Dine.

(Africom), le général Ham, est allé plaider l'option d'une solution politique à Washington, devant le think tank américain Homeland Security Policy Institute.

«La négociation est la meilleure voie pour résoudre le conflit au Mali», a-t-il déclaré, en effet, ce lundi, prévenant, du coup, que s'il devait y avoir une intervention militaire, celle-ci devrait impérati-

vement réussir. Le général américain a mis en garde contre toute précipitation à mener des opérations militaires dans le Nord-Mali, au risque, a-t-il dit, de se solder par l'échec et d'empirer la situation. Le commandant d'Africom a souligné aussi l'impréparation des forces africaines appelées à intervenir au Mali. Selon lui, ces dernières sont formées et équipées

pour des opérations de maintien de la paix et non pour des opérations offensives. En même temps que son plaidoyer pour le dialogue, le général américain a mis en exergue le fait qu'Al Qaïda renforce de jour en jour sa présence au Mali, d'où, a-t-il insisté, l'impérieuse nécessité pour la communauté internationale d'agir.

S. A. I.

CONSEIL D'ASSOCIATION UNION EUROPÉENNE-ALGÉRIE Le marathon bruxellois de Mourad Medelci

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

C'est le 7^e round, de la haute instance de dialogue cadrée par l'accord d'association, signé entre les deux entités. La rencontre d'aujourd'hui et de demain (mercredi et jeudi) devrait aborder la coopération «bilatérale» et sa promotion.

La délégation algérienne conduite par Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères, aura un programme chargé lors de cette incursion en capitale belgo-européenne. Cette session annuelle fera, évidemment, le bilan des résultats que les deux parties considèrent «positifs» réalisés dans les nombreux domaines de la coopération. Le sous-comité au dialogue politique, sécurité et droits de l'Homme, les avancées dans le démantèlement tarifaire, la recherche scientifique, l'innovation et la convention pan-euroméditerranée que l'Algérie a signée et relative aux règles préférentielles, sont autant d'axes des pourparlers entre les deux parties. La délégation algérienne entamera, toutefois, ses activités par une rencontre avec le ministre belge des Affaires étrangères au Palais d'Egmont, lieu hautement chargé de symboles en Belgique. Le lendemain jeudi, Medelci sera reçu par M. Martin Schulz, président du Parlement européen (PE).

Un point de presse est prévu à l'issue de cette rencontre. Ce n'est que jeudi après-midi, en fait, que les travaux du conseil d'association débiteront au Justus Lipsius, siège habituel de l'institution.

La visite marathon de Medelci à Bruxelles a été précédée, relevons-le, par le voyage de M^{me} Catherine Ashton en Algérie, il y a quelques semaines. Nul doute que les réglages idoines pour relancer le processus de négociations du conseil d'association ont été huilés lors de cette escale algéroise de la relex d'Europe.

Le problème malien sera, c'est l'évidence même, abordé loin de ces conciliabules tant avec M^{me} Ashton qu'en coulisses bruxelloises. La position algérienne connue et faisant de plus en plus consensus en Europe où les partisans de la guerre qui ont tu, ces derniers temps, leurs voix et les bruits de leurs bottes se font discrets, n'ont, cependant, pas renoncé. Il est à relever, enfin, que la partie européenne négocie avec l'Algérie dans un climat de confiance. Bruxelles et Alger avancent à un rythme que les deux parties veulent voir plus intense. Nous y reviendrons

A. M.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

«Les écueils qui ruinent les bonnes volontés doivent être évités», selon Medelci

Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères, a mis l'accent hier sur «l'urgence d'éviter les écueils qui ont ruiné les efforts de toutes les bonnes volontés s'agissant de la question palestinienne.» Le ministre a salué aussi la légitimité de la Palestine comme Etat observateur de l'ONU.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - Le ministre des Affaires étrangères intervenait, hier lors de la commémoration de la Journée internationale de solidarité avec la Palestine. Pour le ministre, il s'agit d'aider l'ONU à s'acquiescer de sa mission, «en contribuant à réunir les conditions requises pour l'établissement de l'Etat qui manque dans la région, en l'occurrence l'Etat palestinien.» Mourad Medelci, a noté, aussi l'opportunité de construire sur la dynamique créée à l'Assemblée générale de l'ONU. Cette dernière, selon le ministre, rappelle l'urgence d'agir avec d'avantage d'engagements.

L'Algérie, selon le ministre, se déclare prête à prendre part dans la consolidation de la perspective de nouveaux espoirs pour le peuple palestinien concernant le processus de maturation de l'accession de la Palestine à l'ONU. «L'objectif d'arriver à une solution

juste et durable du problème palestinien doit être pris en compte par tous les partenaires. Cette ambition commune est à notre portée, pour peu que tous les acteurs s'abstiennent de toute attitude ou acte susceptible de torpiller les perspectives fragiles qui s'offrent à nous», a précisé le ministre des Affaires étrangères. Il condamnera aussi l'annonce d'Israël de lancer de nouvelles colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ainsi que la confiscation des recettes fiscales destinées à l'Autorité palestinienne.

Pour sa part, Mamadou Mbaye, coordinateur résident du système des Nations unies a déclaré qu'il s'agit «d'encourager toute voie menant vers les négociations qu'il est urgent de reprendre». Il expliquera aussi que d'autres problèmes restent en suspens et concernent notamment la situation des réfugiés, la sécurité ainsi que celle de



Mourad Medelci.

l'eau. Pour l'ambassadeur de Palestine à Alger, Hoci-ne Abdelkhalek, il est important de dénoncer encore une fois les pratiques de colonisation, notant qu'Israël demeure attachée à sa politique coloniale expansionniste, piétinant ainsi le droit international. «Ce qui s'est passé à l'Onu ne sera pas le dernier, pas comme nous remercions ceux qui ont voté pour et même ceux qui ont préféré l'abstention et n'ont donc pas voté contre», a déclaré l'ambassadeur de Palestine, souli-

gnant le fait que toute négociation se fera dans le cadre du droit international.

La Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien a été commémorée hier au ministère des Affaires étrangères en présence du coordinateur, résident du système des Nations unies, de l'ambassadeur de Palestine à Alger et des représentants du corps diplomatique. La Journée a été créée par la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 2 décembre 1977.

F.-Z. B.